

Pour prolonger la réflexion dans le cadre du forum « Du surmenage à l'exaspération ».

En découvrant les différentes contributions, je suis tout à la fois touché, assailli de questions et engagé à réfléchir plus avant...

Je suis d'abord touché parce que tous ces mots disent trop de maux dans une vie professionnelle qui, n'étant pas toute la vie, ne doit pas compromettre la qualité de l'existence humaine par ailleurs suffisamment soumise aux aléas. Je sais bien que c'est tristement « à la mode » cette affaire de souffrance au travail. Des méthodes alliant la précarisation, la pression, les changements de cap soudains, les évaluations répétées ont fait leurs preuves en la matière et savent aujourd'hui pousser les employés à la faute (voire même au suicide) non sans les avoir préalablement essorés. Ainsi donc on trouverait chez nous aussi, des signes de souffrance liés à des « mises sous tension » qui, sans être à la hauteur des maltraitances imposées dans certaines entreprises, ne sont pas anodines au quotidien et finissent par peser... à la longue et avec l'effet d'accumulation.

Je m'interroge, également, car je crois nécessaire de recenser les questions à approfondir. Comment est-ce arrivé ? Y a-t-il des causes objectives, des éléments explicatifs concrets... Ou bien sommes-nous en train de nous plaindre sans motif ? Qu'est-ce qui ne va pas ? Où allons-nous ?

Je ressens le besoin de la réflexion, enfin, car je crois qu'il ne faut pas nous contenter d'impressions ou de sensations. Je crois que nous devons au contraire analyser calmement la situation pour faire émerger des éléments explicatifs étayés à partir desquels nous pourrions refonder notre identité professionnelle et peut être nous positionner.

Afin de nourrir et prolonger le débat engagé, je veux ici structurer mon propos selon trois axes : 1) D'où venons-nous et que savons-nous faire ? 2) Dans quel contexte sommes-nous aujourd'hui amenés à évoluer ? 3) Comment nous positionner ?

1) D'où venons-nous et que savons nous faire ?

Nous sommes d'abord, et très majoritairement, issus du premier degré (que nos collègues venus du secondaire me pardonnent de rappeler ce fait : c'est pour les besoins de mon argumentation !). Ce qui signifie que nous sommes très nombreux à avoir exercé dans les classes primaires (avec le statut d'instituteur ou de professeur d'école), très nombreux à avoir été directeurs d'écoles, instituteurs ou PE maîtres formateurs, conseillers pédagogiques de circonscriptions. Corollaire de ces parcours professionnels, nous sommes donc plutôt des « primaires polyvalents » que des « secondaires disciplinaires », et ce malgré des reprises d'études fréquentes autour de la quarantaine – souvent en Sciences de l'Éducation. Cette situation est toutefois appelée à évoluer, je vous le concède, sachant que les nouveaux PE sortis du concours externe sont très majoritairement titulaires d'une licence disciplinaire. Ce qui ne signifie pas pour autant qu'ils seront porteurs de la culture professionnelle propre aux enseignants du second degré.

Bref ! Compte tenu de notre moyenne d'âge et de nos cursus, nous constituons un corps, très « élémentaire » quant à ses origines, dont les membres ont majoritairement obtenu leur « bâton de maréchal » en devenant IEN (rien de péjoratif dans ce propos : je me l'applique totalement à moi même). On pourrait déjà s'interroger sur cette « orientation » du corps...

Pourquoi pas davantage de certifiés (ou d'agrégés), de CPE, de personnels de direction ? Le monde de l'école primaire est-il un monde à part au sein duquel les seuls initiés peuvent se conduire ? Les conditions d'exercice, les perspectives de carrière, les salaires expliquent en partie cet état de fait, sans aucun doute. Le mode de recrutement aussi à n'en pas douter avec la suppression de l'écrit d'admissibilité au profit du dossier... Au fond, cette prééminence du 1^{er} degré dans le recrutement est voulue, c'est une évidence. Et pourquoi donc ?

Nous en venons ainsi à la question de ce que nous savons faire ; à nos « compétences professionnelles » si vous préférez. En recrutant, pour le corps des IEN, des enseignants du primaire fréquemment titulaires d'un Cafipemf, l'institution s'adjoint les services – dans le secteur de l'encadrement – de personnels qui possèdent la culture du primaire (connaissance des identités professionnelles, du fonctionnement des écoles, des spécificités pédagogiques, du public scolaire), qui appartiennent à une frange experte et novatrice des enseignants à ce niveau (réflexion didactique et expérimentations de terrain, niveau d'exigence pour satisfaire aux épreuves du Cafipemf), qui possèdent dans bien des cas une expérience de la formation et de l'animation (encadrement des PE débutants, participation aux équipes de circonscription). Au fond il suffit de développer chez ces acteurs un positionnement et des compétences « d'encadrement » pour disposer de relais institutionnels très polyvalents (encore !) qui peuvent dans le même temps évaluer le niveau des élèves (voire éventuellement faire la classe pour apprécier ce niveau !), évaluer les maîtres et les équipes, superviser et valider l'organisation du service dans les écoles, concevoir et mettre en œuvre des programmes d'animations pédagogiques, concevoir et mener des stages de formation continue, discuter avec les parents, communiquer voire négocier avec les élus, gérer les personnels (organisationnel, gestion des conflits), présider des commissions et des jurys, assurer des missions spéciales... Oui, mesdames et messieurs et chers collègues nous savons faire tout cela : c'est ce qui nous rend si précieux et irremplaçables. Nous allons même organiser l'école en dehors de l'école avec les moyens de l'école (nous travaillons donc désormais toutes les vacances de printemps, vous l'avez compris – pour début juillet et fin août, c'était déjà le cas).

En fait nous sommes des femmes et des hommes orchestres à la fois représentants de l'institution, arbitres de conflits, réparateurs et conseillers en tous genres, formateurs, négociateurs, garants de la qualité du service public et de la présence des maîtres devant les élèves (une réserve, toutefois, on ne nous fait gérer aucun budget)... Ce n'est pas forcément pour tout cela que nous sommes venus, attirés que nous étions par l'idée de « faire l'école » c'est à dire d'influer (modestement) sur les pratiques dans les classes, la vie des élèves, l'entrée dans le métier des débutants. Mais nous y sommes avec par dessus le marché les nombreuses réunions (certaines joignant l'inutile au désagréable), les conflits stériles, les enseignants en souffrance, les parents déjantés, les directeurs énervés, les équipes déboussolées. A tel point que, parfois, façonner l'école, il n'y faut plus songer. Bien contents d'atteindre le week end, les vacances, avec la satisfaction d'avoir épongé tout ce qu'il fallait éponger et le secret espoir que – ô temps suspens ton vol – la semaine à venir, le trimestre prochain, on pourra enfin se consacrer à de plus nobles entreprises.

2) Dans quel contexte sommes-nous amenés à évoluer ?

Je ne m'attarderai pas sur les évolutions sociétales que chacun peut observer de sa propre fenêtre : chômage, précarité, problèmes de logement, éclatement des familles... Des populations fragiles glissent progressivement dans la misère et cela a évidemment des incidences sur l'école en termes de comportements dans les classes, d'incivilités quotidiennes, de relations avec les familles. Oui, dans bien des cas, des emplois et des logements pour les parents seraient plus efficaces que des PPRE... Et les enfants qui écoutent moins, qui regardent trop la télé, qui zappent, qui sont énervés et instables, qui écrivent comme des cochons et ne savent plus l'orthographe... Tous, nous savons cela.

C'est vrai, les choses ont bien changé, y compris dans le monde (plutôt protégé) des inspections de l'Education Nationale ! Quiconque a travaillé « en circonscription » voilà seulement 15 ans peut bien s'en rendre compte. La lenteur de la communication, les circulaires patiemment peaufinées, les plans d'animations ciselés, des stages de 3 semaines... et en circonscription de surcroît. Je n'aurai pas la légèreté d'affirmer que tout était plus beau, que l'école était meilleure, que les élèves réussissaient davantage. Mais les IEN étaient plus sereins, ça c'est certain.

C'est qu'entre temps une révolution extrêmement importante s'est produite : la révolution numérique. Tentations d'ubiquité et d'instantanéité à la portée de tous avec ces nouveaux moyens de communiquer. Et personne ne s'en prive soyons honnêtes. Nul, non plus, n'est épargné, soyons justes, du recteur à l'enseignant en passant par l'IA, l'IEN et le directeur. Quelle puissance il est vrai ; comment ne pas rêver de gouverner à la baguette (magique) quand on est ministre (ou DGESCO) et armé de cette arme fatale. Quand le temps de l'apprentissage chez les élèves reste à peu près incompressible et le temps des vraies réformes de l'ordre de la décennie voilà qu'on rêve de gouverner par décret, de piloter le paquebot au « clic » quand il lui faut des kilomètres pour virer.

Car tout se fait devant l'opinion, à tout moment prise à témoin (transparence !). Un accident médiatisé, un mauvais score dans une enquête internationale, une cabale habilement orchestrée par un lobby influent... et on appelle aussitôt l'école à la rescousse. Dans une société guère rutilante qui cherche ses repères, quand la logique politico médiatique veut qu'on occupe en permanence le terrain, lorsque de surcroît tous les moyens de communiquer rapidement sont à disposition, la solution consiste bien entendu à sans cesse réformer (ou plutôt à dire qu'on le fait – illusion, toujours). Concernant l'école, on a vu ainsi – et sans remonter aux calendes grecques – les programmes de 2002 et leurs multiples documents d'accompagnement, la fin des CDES et l'avènement des MDPH, les PPAP et les PPRE, le grand débat sur l'école et la loi d'orientation, le retour glorieux de la syllabique, le socle commun et les programmes rénovés de 2007 (j'oublie volontairement diverses commémorations, circulaires et directives toutes urgentes et décisives)... On nous annonce pour dès à présent et très bientôt les programmes de 2008, la semaine de 24 heures et les 108 heures libérées, les stages de remise à niveau...

Ces derniers points (essentiels, décisifs) nous ont d'ailleurs été annoncés par le ministre lui-même au cours de quelques grandes messes brillamment orchestrées. A cet égard – et pour faire écho à mes propos sur nos origines et notre identité professionnelle – imaginez-vous mes chers collègues, le ministre s'adressant dans les mêmes termes aux IA-Ipr venus de tout le pays ? Pensez-vous que le professeur agrégé qu'il est lui-même aurait parlé à ses pairs agrégés de la même façon ? Œil à œil, entre intellectuels disciplinaires et

agrégés. Imaginez seulement : « Mes chers collègues, pour les élèves en difficultés dans les disciplines qui vous concernent, vous allez organiser des stages dans les lycées et collèges pendant les vacances... Je lance par ailleurs de nouveaux programmes : vous allez superviser la consultation, veiller à la remontée des synthèses des établissements, enfin établir vous-mêmes la synthèse des synthèses. Vous organiserez également, sur le temps scolaire, des heures de soutien désormais intégrées au service des enseignants... Si tout cela se passe bien, nous songerons sérieusement au corps unique des inspecteurs... Il faudra aussi indemniser régulièrement vos déplacements ; ça va de soi ». Imaginez, un instant, fermez les yeux. Vertigineux, non ? Eh bien avec nous – les IEN du 1^{er} degré – cela est possible parce que nous sommes des sous officiers¹ subalternes chargés d'une école qui coûte cher et dont on pense désormais qu'elle marche mal. Voilà pour l'ambiance dans laquelle nous évoluons ! Heureusement que l'Inspection Générale (en tout cas à la cité universitaire internationale) a bien voulu manifester – et très courageusement – la reconnaissance du travail accompli.

3) Comment nous positionner ?

Alors nous souffrons, c'est évident. Nous souffrons d'être écartelés entre des réalités bien réelles et des injonctions toujours plus fortes portant sur la réussite des élèves, les nouveaux enseignements à mettre en œuvre, les outils à développer, le pilotage à assurer à partir de tableaux de bord de plus en plus précis. Nous souffrons dans nos âmes d'enseignants et de formateurs lorsque nos visites dans les classes nous laissent entrevoir des marges de progression que l'école peine à investir alors que, dans le même temps, on nous impose au titre de la toute nouvelle urgence une directive qui ne nous semble pas aussi décisive qu'on veut bien le prétendre. Nous souffrons enfin (c'est l'actualité du moment) quand on nous annonce des programmes plus simples et plus lisibles censés relever le faible niveau généré par les désastreux programmes de 2002 alors que ces derniers – complexes, ambitieux – pouvaient encore servir et produire des effets positifs pourvu qu'on les applique vraiment (idée qui mériterait de plus longs développements, particulièrement pour ce qui concerne la pratique effective de la langue écrite au cycle 3).

En réalité, cette accélération permanente, cet activisme réformateur forcené ne caractérisent-ils pas une fuite en avant ? Car au fond, qui sait vraiment ce qu'il veut faire de l'école primaire, de cette « petite école » aux cent visages ? Qu'on en juge plutôt : dans un bref tour d'horizon on peut en effet aller – sans quitter l'école primaire – de la classe unique à 15 élèves au groupe scolaire 15 classes / 350 élèves, en passant par les RPI dispersés, les écoles communales « à taille humaine », les réseaux d'écoles, toutes formules étroitement liées aux élus communaux qui peuvent le moins comme le plus en termes de locaux et d'équipements ; toutes sans statut d'établissement ni chef d'établissement par conséquent... Ces archaïsmes savamment entretenus dans notre « France du sénat » – et qui contraignent certains enfants à vivre encore dans des locaux du 19^{ème} siècle à peine remis au goût du jour – qui peut aujourd'hui les dépasser dans un temps raisonnable et sans faire la révolution ? A moins que les EPEP connaissent un développement fulgurant !!!

Alors oui, bien sûr, il faut être à la hauteur des enjeux actuels, en Europe et dans le monde d'aujourd'hui. Oui il convient d'évoluer, de moderniser, d'adopter des moyens de

¹ Cette métaphore militaire ne manifeste pas un goût affirmé pour les armées ; elle utilise juste l'échelle des grades pour imaginer notre position dans l'organigramme (très hiérarchisé) de l'EN.

communication plus efficaces, de rénover les programmes, d'aider les enfants les plus fragiles, d'enseigner les langues. Mais comment le faire efficacement quand certains maîtres peuvent à peine travailler ensemble, quand les directeurs n'ont pas les moyens de diriger, quand des intervenants – Rased, langues, formateurs – s'épuisent en déplacements (par ailleurs coûteux), quand les jeunes à peines sortis de l'IUFM héritent de postes indéfiniment isolés ? Comment ? Nul ne le sait parce que personne n'a trouvé la formule magique...

Mais qui s'y colle ? Ca oui, nous savons. Qui colmate et s'emploie à convaincre ? Qui lance avec enthousiasme la nouveauté du jour, toute chaude sortie du four ??? Les IEN bien entendu... C'est d'ailleurs pour cette raison que notre ministre envisage de nous démultiplier. Car compte tenu du caractère aléatoire des évolutions et de la réussite attendue, nous sommes, pauvres de nous, les réparateurs capables de faire et refaire sans cesse l'édifice improbable promis au lessivage de la prochaine marée (mutations, retraites, contrats aidés non renouvelés).

Oui, chers amis, il faut le dire nous sommes irremplaçables (avec les IA DSDEN et leurs services²). Tant que l'école sera ce qu'elle est, nous serons les indispensables sous officiers besogneux au service du public, d'une certaine qualité et d'une relative homogénéité de l'enseignement primaire dans ce pays. Nous pouvons donc être fiers de notre action car l'école marcherait beaucoup moins bien si nous n'étions pas là. Nous ne devons donc pas courber l'échine, nous devons porter fièrement nos couleurs et nous autoriser à formuler clairement nos avis. Il suffit de constater l'absence de dialogue authentique qui prévaut dans la majorité des conseils d'IEN pour comprendre la nécessité de sortir du jeu des miroirs déformants. Evidemment, tout élément de la hiérarchie préfère croire à l'efficacité de son action et remonter à l'étage du dessus des avis selon lesquels tout fonctionne comme prévu... Mais est-ce la bonne manière ? Ne vaut-il pas mieux regarder les réalités en face et dénoncer les supercheries ? Assez de positions serviles et de silences pudiques. Regardons et faisons voir objectivement les réalités de l'école. Apprenons à dire notre désaccord, notre incompréhension, notre impossibilité d'agir (le tout de manière courtoise et avec des arguments sérieux bien entendu). Nous y gagnerons nous mêmes en satisfaction professionnelle et serons mieux dans nos baskets lorsque nous aurons à argumenter auprès des maîtres ; les IA eux mêmes n'en seront que mieux informés et ce ne sera pas sans effet sur les instances supérieures. Tenir avec rigueur et honnêteté des positions favorables au service public d'éducation (ce qu'essaie de faire notre syndicat, me semble-t-il) c'est aussi une façon de manifester la loyauté qu'on nous ressort à l'occasion pour s'assurer de notre soumission.

Voilà les quelques réflexions que je souhaitais partager avec vous au travers de ce texte composé en quelques soirées.

² Je veux parler ici de coordination du réseau scolaire ; les enseignants sont bien entendu indispensables, au quotidien, dans les écoles.